

# AUTOUR DE MONTPELLIER

SAMEDI 8 mai 2010

## Pays gangeois **Les parents d'élèves restent mobilisés**

### ÉDUCATION

→ **Le collectif, soutenu par les élus, attend un rendez-vous avec l'inspecteur d'académie**

Le collectif des parents d'élèves du bassin gangeois poursuit son combat discrètement mais sûrement. Le démantèlement du réseau d'aide spécialisée aux enfants en difficulté (Rased) sur « *ce canton rural avec une population précairisée* » ne lasse pas de les inquiéter. Ils dénoncent la suppression d'un poste, cette année. Cet enseignant spécialisé suivait environ 80 enfants l'an dernier. Le réseau, qui repose habituellement sur trois personnes ressources, se limite à la seule psychologue scolaire. Cette dernière peine à couvrir son territoire, qui s'étend de Saint-Martin à Ganges en passant par Le Causse-de-la-Selle. Impossible, assurent les parents d'élèves, d'évaluer tous les enfants. Résultat : les difficultés non détectées s'aggravent avec des répercussions sur tous les élèves.

Le collectif, avec l'appui de la FCPE de Ganges, multiplie les courriers à l'inspection académique. La réponse de Philippe Carpentier leur semble « *à côté de la plaque* ». Virginie Grana explique : « *L'inspecteur met en avant le faible effectif dans certaines classes mais cela n'empêche pas la présence d'enfants en difficulté qui ont besoin d'une prise en charge spécifique.* » De même, la présence de deux postes en soutien à Ganges ne résoud pas les problèmes ailleurs. Leur concentration en un seul et même lieu serait



Échange de courriers. J.-M. MART

pire que le mal. Une maman, Halima, est forcée de constater : « *De nombreuses familles d'origine maghrébine sont incapables de suivre la scolarité de leurs enfants. Il n'existe pas à Ganges de structures adaptées tel qu'un centre médico-psycho-pédagogique. Et les moyens de transports sont réduits.* » Leur cause mobilise aussi les élus. Le député André Vezinhet, alerté par Jacques Rigaud et les services de la solidarité au Département, a interpellé le ministre. La réponse de Luc Chatel est arrivée début avril. Le ministre rappelle les mesures mises en œuvre (aide personnalisée et stages de remises à niveau) et précise que les Rased ne sont pas abandonnés. Une réponse floue qui n'est pas de nature à apaiser les inquiétudes.

Le collectif a sollicité un rendez-vous avec l'inspecteur d'académie. « *Les problèmes ne sont pas repérés, diagnostiqués ni accompagnés. La solution doit pourtant venir de l'école.* » ●

Cathy SOUN